



POLITICA CARNETS DE BORD

CARNETS DE BORD

LE WISCONSIN, JAMES BOND ET LA LIBRAIRIE DE QUARTIER

par Béatrice HOUCARD



C'est toujours un étonnant spectacle: au lendemain de l'élection américaine, on apprend que les personnes chargées du dépouillement sont parties se coucher et qu'on n'aura que plus tard la suite des résultats. Bien sûr, avec de multiples fuseaux horaires, on ne peut fermer tous les bureaux de vote à la même heure. Mais tout de même! Cette fois, au-delà de la lenteur, il est question de centaines de milliers de bulletins de vote par correspondance perdus dans la nature... Notre système démocratique, souvent à bout de souffle, garde de sérieux atouts et personne ne consulte ses avocats pendant le dépouillement. En ces temps difficiles, ça console un peu.

Joe Biden semblait, mercredi matin, disposer d'un léger avantage et Donald Trump, pour une fois, avait une mine de vaincu derrière ses propos guerriers. En attendant l'issue du suspense, on s'est donc passionné, comme tous les quatre ans, pour le Wisconsin, la Pennsylvanie et le Michigan. Avec peut-être, à venir, des recomptages et des recours. En 2000, c'est la Cour suprême qui avait finalement désigné, le 12 décembre, Georges Bush vainqueur face à Al Gore.

Avec un score de 82%, les Français auraient voté pour Joe Biden, si l'on en croit une étude d'Odoxa pour *Le Figaro* et France Info. Les Européens attendent beaucoup d'une éventuelle victoire démocrate, mais ils risquent de connaître des déconvenues. Même si Joe Biden réintègre l'accord de Paris sur le climat, il ne changerait sans doute pas grand-chose sur le reste, d'autant que le Sénat américain va rester dominé par le Parti républicain.

Dans un texte publié avant l'élection, Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Robert-Schuman, analysait ainsi une éventuelle victoire de Biden: «*Le monde, les Américains et leurs partenaires gagneront un interlocuteur plus poli, moins imprévisible et certainement plus sensé*». Mais il met en garde: «*Défiés par la Chine, qui leur conteste le leadership mondial, les États-Unis ont depuis un moment déjà tourné leur regard vers l'Asie et ils se méfient désormais plus ouvertement de cette Europe qui s'unit. [...] Quels que soient le président et le Congrès américains, outre-Atlantique, l'heure est au repli, à un nationalisme parfois agressif et à un égoïsme envahissant*». Nous voilà prévenus.

Mais un président américain plus poli, ce serait déjà un progrès!

LA FRONDE ET LE CONFINEMENT

On évitera de parler de «résistance» comme le font certains. Les marins de l'île de Sein et le maquis du Vercors, c'était autre chose et les risques encourus étaient sans commune mesure. Ce n'est donc pas une résistance mais bel et bien une fronde: de nombreux maires de France soutiennent leurs petits commerçants et protestent contre ce qu'ils considèrent comme une rupture d'égalité: d'un côté, les grandes surfaces ouvertes [y compris de bricolage ou d'électroménager]; de l'autre, les petits commerçants de proximité et de centre-ville, condamnés à la fermeture pendant le temps que durera le nouveau confinement, jusqu'au 2 décembre et probablement au-delà.

Comment expliquer qu'on peut sans dommage s'entasser aux caisses d'un supermarché [où les règles de «distanciation» semblent moins bien suivies qu'au printemps] mais qu'il y aurait danger à entrer pour acheter des livres? Comment justifier qu'un hypermarché puisse vendre des jouets à moins de deux mois de Noël, mais que le marchand de jouets, parfois voisin de quelques dizaines de mètres, soit condamné à baisser le rideau? Pour aller vers davantage d'égalité, le gouvernement pouvait décider d'entrouvrir un peu plus la porte des librairies [qui peuvent d'ailleurs vendre via le *click and collect*]. Il a fait au contraire le choix de punir [un peu] les grandes surfaces, condamnées à fermer les rayons livres, vêtements, jouets, meubles et électroménager. Ce n'est pas un drame mais c'est révélateur d'une cacophonie certaine.

Les petits commerces sont fermés comme en mars, où la mesure, dira-t-on, n'avait pas provoqué de révolution. Oui, mais on connaît l'histoire de la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En mars, les commerçants craignaient une baisse de ressources. Huit mois plus tard, malgré les aides, ils ont peur de devoir mettre définitivement la clé sous le paillasson, d'autant que leur fin d'année a déjà été gâchée en 2018 par les Gilets jaunes et en 2019 par les grèves dans les transports.

Le 14 juillet, Emmanuel Macron avait affirmé lors de son interview télévisée: «*Nous serons prêts en cas de deuxième vague*.»

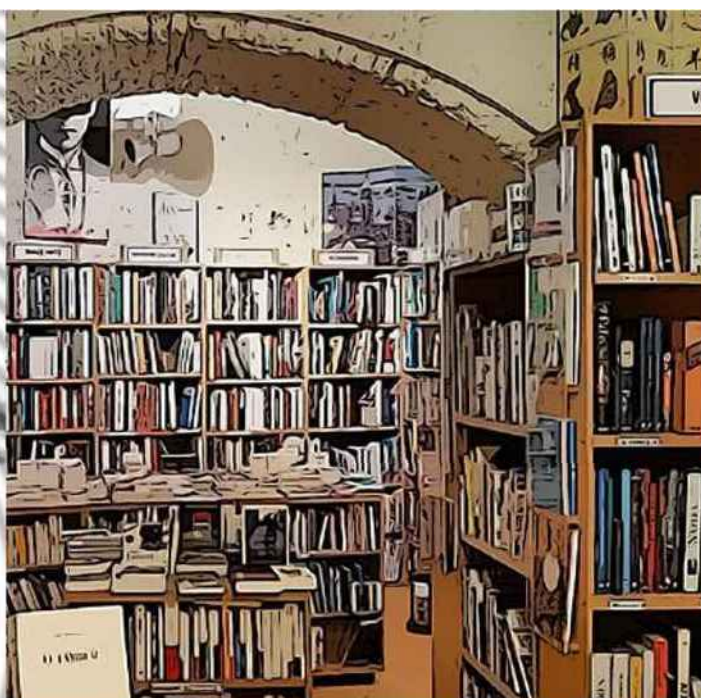


Illustration d'après photos DR

En réalité, le gouvernement ne l'était pas. Après les cafouillages sur l'heure du couvre-feu et la possibilité ou pas d'accorder des dérogations aux salles de spectacles, on assiste au cafouillage sur la vente des livres. La librairie de quartier est devenue le symbole de la mort lente des petits commerces. Et les maires, dont certains ont pris symboliquement des arrêtés municipaux d'ouverture qui seront annulés par les tribunaux administratifs, manifestent leur mauvaise humeur face à un pouvoir central qui leur avait promis des décisions prises après concertation et décentralisation.

Le gouvernement multiplie certes les aides, les déductions fiscales et décide même de baisser les tarifs de la Poste sur l'envoi de livres. Mais le mal est fait et tout le reste n'est que raccommodage. Heureusement, les merceries ont le droit de rester ouvertes!

A LA RECHERCHE DU SUPER-HÉROS

Pour sortir du double fléau sanitaire et terroriste qui nous menace, il faudrait un Superman ou un James Bond. Hélas, Bond (« Bond. James Bond ») n'est plus. Le premier et, de l'avis général, le meilleur, Sean Connery, s'est éteint aux Bahamas le 31 octobre. Il était beaucoup plus que 007, l'espion de sa Majesté, puisqu'il avait tourné avec les plus grands réalisateurs : Alfred Hitchcock, Sidney Lumet, Steven Spielberg ou Brian de Palma. Mais c'est James Bond, interprété six fois, qu'on retiendra.

Avec beaucoup de fair play, tous ses successeurs, plus ou moins convaincants dans le rôle, lui ont rendu hommage avec de jolis mots, de Pierce Brosnan à George Lazenby, de Timothy Dalton à Daniel Craig, l'actuel titulaire du rôle, dont les dernières aventures (*Mourir peut attendre*, tout un programme en cette période), attendues en novembre 2020, sont reportées au 2 avril 2021. Même un compte twitter posthume d'un autre James Bond, Roger Moore, disparu en 2017, y est allé de son hommage.

Seuls quelques féministes ou élus de Paris grognons ont voulu voir en lui un affreux macho qui maltraitait les femmes, oubliant sans doute qu'il ne faisait qu'interpréter le héros imaginé par Ian Fleming. Dommage que les librairies soient fermées, ils auraient pu aller y acheter *Bons baisers de Russie*, entre autres.

Un héros? Mais la France en a un, qu'elle devait célébrer en grande pompe en ce mois automnal! Le général de Gaulle, bien sûr, né le 22 novembre 1890 et mort le 9 novembre 1970, il y a cinquante ans. De nombreux livres, un long métrage un peu décevant mais pédagogique (*De Gaulle*, de Gabriel Le Bomin, avec Lambert Wilson), des documentaires et un téléfilm racontent l'épopée gaulliste.

Sur Public Sénat (diffusion les 7 et 8 novembre), le documentaire *De Gaulle, derniers secrets*, de Jean-Charles Deniau, revient sur les dix-huit derniers mois de la vie du Général, entre la défaite du référendum du 27 avril 1969 et sa mort. On le suit notamment en Irlande et en Espagne. Depuis le 2 novembre, sur France 2, c'est l'excellent Samuel Labarthe qui interprète Charles de Gaulle dans *De Gaulle, l'éclat et le secret*. De juin 1940 à novembre 1970, on revit le combat exceptionnel de l'homme qui dit « non » à l'armistice et qui eut aussi, à des moments essentiels, des fulgurances sur la stratégie militaire, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (la lecture du discours de Phnom Penh, en 1964, devrait être obligatoire dans les écoles) ou les institutions. On en oublie.

Dans le premier épisode de cette série qui en compte six, on est frappé par une scène : après la destruction de la flotte française dans le port de Mers el-Kébir, en Algérie, de Gaulle souffre et fulmine. Contre les Anglais, contre Churchill qui ne lui avait rien dit. À son épouse Yvonne qui lui rappelle le bilan (plus de mille morts), il déclare qu'à la place de Churchill, il aurait fait la même chose pour que les Allemands ne s'emparent pas de la flotte française. Dans ses Mémoires de guerre, de Gaulle ne le dit pas aussi clairement : « *En dépit de la douleur et de la colère où nous étions plongés [...] par les procédés des Anglais, par la façon dont ils s'en glorifiaient, je jugeai que le salut de la France était au-dessus de tout, même du sort de ses navires, et que le devoir consistait toujours à poursuivre le combat.* »

De nos jours, on dirait que de Gaulle savait « penser contre lui-même », comme il le fit plus tard en accordant son indépendance à l'Algérie. Savoir penser contre soi-même, c'est peut-être l'une des marques des hommes d'Etat. Avis au prochain président des Etats-Unis! ■